

La Faillite gouvernementale du Front Populaire en France

(Voir début page 3)

Malheureusement, encore une fois, les Blum-Thorez et Jouhaux eurent soin de ne donner un seul mot d'ordre concret, alors que ces manifestations indiquaient à suffisance qu'un appel à la lutte directe des masses, un appel à la grève générale avec occupation des usines eut permis aux organisations ouvrières de poser et aussi de réaliser le problème du GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAY-SAN, le gouvernement des masses laborieuses qui, sous la poussée et le contrôle des masses, légifèrerait en faveur des exploités contre la bourgeoisie.

Mais de cela, ni les dirigeants socialistes, ni les communistes-staliniens ne veulent — leur objectif ne va pas au delà des fauteuils ministériels bourgeois !

A la nouvelle offensive réactionnaire de l'impérialisme français, les travailleurs ouvriers et paysans ne peuvent s'opposer que par des moyens et méthodes de classe.

Garder les yeux rivés sur le Parlement et les oreilles tendues vers les discours et appels au calme à la Blum-Paul Faure et Thorez-Cachin, continuer à se laisser encore berné par les formules du Front

Populaire, ne réserve que les plus graves menaces et dangers.

Il n'y a de sauvegarde et d'offensive possible pour la classe ouvrière et les paysans exploités de France que dans la formation de leurs Comités de masse, leurs Comités d'usines et leurs syndicats se dressant partout, sur les lieux de travail et dans les localités, et partout unifiant et armant leurs forces.

Cette voie, c'est celle de Lénine et de la Révolution Russe d'Octobre, c'est aussi celle qui permit l'écrasement de la rébellion militaro-fasciste les 18 et 19 Juillet en Catalogne.

Mais ce n'est pas celle du Front Populaire derrière lequel, comme en Espagne 1936, le fascisme prépare son heure.

A l'offensive de la réaction, les travailleurs relèveront le défi.

Ils suivront la voie indiquée par nos camarades français. Celle du front unique prolétarien pour battre le fascisme montant et engager l'offensive pour le socialisme, qui seul sauvera les masses travailleuses de la guerre et du fascisme menaçants !

le secrétaire national J. G. S. U. d'accepter l'organisation d'un débat contradictoire avec notre camarade Dauge, et que le citoyen Godefroid s'y est, une nouvelle fois, honteusement dérobé.

Les travailleurs présents à ce meeting n'ont pu ne pas le remarquer !

Nous ne voulons plus revenir sur cette question dans notre presse. Nous n'insisterons plus ici pour l'organisation d'un débat contradictoire. Mais, de tout cela nous voulons tirer une conclusion logique, simple et claire : le froussard dans cette affaire n'est autre que le citoyen Godefroid lui-même.

Et nous croyons que beaucoup de travailleurs, jeunes et adultes, en seront à présent convaincus...

L'ASSASSINAT DES FRERES ROSSELLI

Un nouveau crime, des plus monstrueux, vient d'être commis par la police secrète du fascisme italien. A Bagnoles-de-l'Orne, dans le Nord-Est de la France, elle a exécuté à coups de poignards, les deux frères Rosselli, journalistes anti-fascistes italiens.

Les assassins courent encore et courent longtemps, car ce n'est pas en France qu'il faut les chercher, mais à Rome. A Paris et en France, pourtant, il y a pas mal de leurs complices. Mais la police, même si elle s'appelle police du Front Populaire, se gardera bien de les déranger. Par contre, on peut être certain qu'une nouvelle vague de terreurs s'abattra contre les ouvriers étrangers et, sans nul doute, on assistera à de nouvelles fusillades sanglantes comme celle de Clichy.

C'est comme ça que les Herriot, les Daladier, les Blum et leurs soutiens staliniens « luttent » contre le fascisme.

FUX N'EST PAS UN FROUSSARD mais qu'est donc le Citoyen Godefroid ?

Il ne s'agit pas de faire des personnalités. Si, bien souvent, dans la polémique nous citons des noms, c'est parce que nous y sommes contraints.

Et, s'il y eut une polémique autour du degré de courage de tel ou tel militant, il faut bien reconnaître que le citoyen Godefroid en fut l'initiateur.

C'est lui, en effet, qui dans *Le Peuple* et *Jeunesse Nouvelle* a insulté notre camarade Fux de froussard espérant par là couvrir sa propre couardise politique.

Aujourd'hui — et Godefroid n'osera pas le contester — la démonstration de ce que notre camarade Fux n'est pas un froussard a été faite publiquement. En effet, au nom de notre mouvement J. S. R., notre camarade a été porter la contradiction au meeting J. G. S. qui s'est déroulé à Châtelineau le 15 Juin dernier.

Nous ne reviendrons pas sur l'exposé de notre camarade qui, croyons-nous, bourré de vérités et faits indiscutables, a fait bonne impression sur l'auditoire sans que Godefroid ait réussi à l'infirmier le moins du monde.

Ce dont il s'agit, c'est du fait que notre camarade, en conclusion de son exposé, a défié publiquement

Révolution

Revue Mensuelle
des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires

Prix : 0,75 Franc

1^{re} Année — N° 7 — Juillet 1937

Abonnement : 1 An, 9 fr. ; 6 Mois, 4 fr. 50

Administration : A. DEWAET, C. C. P. 354881, Gilly

Rédaction : Georges FUX Maison du Peuple, Gilly

La faillite gouvernementale du Front Populaire en France

L'avènement du gouvernement de Front-Populaire fut, pour les masses travailleuses françaises, l'indice d'un réveil profond, appuyé d'une offensive économique et politique sans égale depuis de longues années.

La grande grève générale avec occupation des usines de mai-juin 1936 qui, telle une vague de fond, déferla sur tout le pays, était à ce point gigantesque qu'elle obligea la bourgeoisie à accorder non seulement de sérieuses augmentations de salaires mais aussi des réformes sociales profondes (semaine des 40 heures, congés payés) marquant une ère nouvelle dans l'histoire du mouvement ouvrier français et international qui, depuis les vagues révolutionnaires de l'immédiat après-guerre, n'avait cessé de subir reculs et défaites.

Malheureusement, une fois de plus, les dirigeants du mouvement ouvrier — socialistes, communistes et syndicalistes — parvinrent à étrangler l'offensive des masses et à canaliser le mécontentement et les aspirations de celles-ci sur les voies parlementaires.

A force d'articles, de paroles, de discussions et surtout de la formule du «Front-Populaire» (ne brisons pas l'unité avec les classes moyennes, évitons par des actes inconsidérés de les jeter dans les bras du fascisme !), et aussi par de véritables actes de sabotage et d'étranglement des luttes ouvrières spontanées, ces dirigeants parvinrent à briser l'offensive extra-parlementaire des masses.

Dès ce moment, pour l'équipe gouvernementale, tout semblait rentré dans l'ordre. «Notre politique — devait-elle se dire — est celle du juste milieu, de l'équilibre». En effet, si les Blum-Thorez-Doladier avaient dû quelque peu céder devant les urnes (augmentations de salaires et loi sociales), — ils avaient dû quelque peu céder devant les masses çaise de sérieuses garanties — politique criminelle de blocus envers la Révolution Espagnole, vote du budget de défense nationale le plus considérable qu'on ait connu depuis 1918, fusillades sanglantes contre les travailleurs à Metlaoui et Clichy.

Pourtant, même ces capitulations successives n'avaient pu satisfaire les 200 familles qui, sans relâche, travaillaient à faire abandonner aux ouvriers les importantes conquêtes de juin 1936 et à rétablir leur hégémonie ouverte au travers d'un gouvernement fort d'abord, fasciste ensuite, qui à l'encontre du Front-Populaire et de sa politique d'équilibre, leur permettrait de réaliser leur offensive anti-ouvrière et contre-révolutionnaire.

Pour preuve, l'offensive fasciste de Doriot et de La Rocque dans les rues, — l'offensive économique, les licenciements et actes de sabotage dans les usines et entreprises, — et, enfin, l'offensive financière et le chantage des valets radicaux au Parlement.

C'est sur cette offensive conjuguée et malgré la toute récente nouvelle capitulation du gouvernement Blum (vote de 5 milliards d'impôts nouveaux sur le dos des travailleurs), que ce dernier devant la résistance du Sénat — officine hautement réactionnaire bien que «institution» de la «démocratie» — a été obligé de remettre sa démission et passer le tablier à une équipe nouvelle, formée des mêmes hommes mais centrée, cette fois, sur le parti radical-socialiste, ce parti typiquement nationaliste et impérialiste qui fut de toutes les formations gouvernementales qu'elles furent de « droite », du « centre » ou de « gauche ».

La reddition du gouvernement Blum fut obtenue sans combat aucun. Et comment eut-il pu en être autrement ? Ces gens qui parlaient de « contrôle » et de « nationalisation » ne sont même pas capables de lever le plus petit doigt pour défendre leur « droit » de gouverner au nom de la majorité électorale du Front Populaire. Car ils sont au pouvoir non pour mettre au pas la bourgeoisie et la réaction mais au contraire pour les servir comme le prouve l'exercice gouvernemental écoulé du Front Populaire.

Et cependant, les masses ouvrières — qu'une fois de plus les Blum-Thorez ont voulu ignorer — étaient prêtes, elles, à faire autre chose que capituler sans combat. Le lendemain même de la manœuvre sénatoriale, dans le Nord de la France, en plusieurs endroits, des milliers de travailleurs manifestaient spontanément leur volonté de lutte. Quelques jours après, à Paris, des centaines de milliers de travailleurs manifestaient à leur tour.

(Suite en page 2)